



Communiqué de presse
Neuchâtel, le 6 décembre 2016

Le Conseil national suit les recommandations du Conseil fédéral

Le moratoire sur la culture de plantes génétiquement modifiées pourrait être prolongé de 4 ans

Le Conseil national se prononce pour une prolongation de quatre ans du moratoire sur la culture de plantes génétiquement modifiées. Il suit en cela la recommandation de Conseil fédéral et non celui émis par la Commission de la science, de l'éducation et de la culture (CSEC) dans le dossier de modification de la loi sur le génie génétique (LGG). StopOGM (Alliance suisse pour une agriculture sans génie génétique) s'est engagé pour un moratoire à durée indéterminée.

Déjà reconduit par deux fois, le moratoire sur la culture d'OGM devrait à présent être prolongé pour une durée illimitée ; c'est en tout cas ce que demande le Conseil national. Pour Martina Munz et Isabelle Chevalley, présidente de la SAG et de StopOGM et membre de la CSEC, « la prolongation illimitée du moratoire aurait été tout simplement logique compte tenu de l'attitude critique de la population. Les consommateurs ne veulent pas d'OGM dans leur assiette. Les plantes transgéniques n'apportent aucun avantage non plus à l'agriculture suisse, ni sur le plan économique ni sur le plan écologique. C'est le Programme national de recherche PNR 59 sur l'utilité et les risques des plantes génétiquement modifiées qui le dit. » Un moratoire illimité éviterait au Parlement de devoir se prononcer tous les 4 ans sur une éventuelle prolongation. En l'occurrence, c'est la levée du moratoire qui pourra être demandée si les conditions pour la culture de plantes génétiquement modifiées devaient changer en Suisse.

Non à la coexistence

Le Conseil national refuse en outre d'inscrire la coexistence par avance dans la loi. Le Conseil fédéral avait proposé une modification de la LGG autorisant la création de zones avec OGM à l'issue du moratoire. Une disposition de cet ordre aurait toutefois compromis le principe d'une Suisse sans OGM. L'agriculture sans OGM a profité à notre pays jusqu'ici. Tous les grands labels alimentaires suisses misent sur des produits sans OGM.

La coexistence engendrerait un surcroît de bureaucratie coûteux pour la Confédération, les cantons, l'agriculture et toute la filière de commercialisation. C'est pourquoi la majorité des cantons, des agriculteurs, du commerce de détail et des organisations de consommateurs s'y opposent.

Il faut encourager une agriculture orientée vers le local qui préserve les ressources et qui produit des aliments acceptables sur le plan social et écologique. Les plantes génétiquement modifiées ne permettent pas de poursuivre une telle stratégie qualitative.

Informations complémentaires :

Luigi D'Andrea, secrétaire exécutif, 077 400 70 43
Isabelle Chevalley, Présidente, 079 627 92 30